

PROGRAMME
ONU-REDD



Bilan annuel **2009**



[www.un-redd.org](http://un-redd.org)



P R O G R A M M E ONU-REDD

Le Programme ONU-REDD est une initiative collaborative des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) dans les pays en développement. Lancé en 2008, le Programme s'appuie sur le pouvoir fédérateur et l'expertise de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Le Programme ONU-REDD soutient des processus REDD+ pilotés par les pays et travaille en faveur de l'engagement informé et constructif de toutes les parties prenantes, y compris les peuples autochtones et autres communautés dépendant de la forêt, dans la mise en œuvre de la REDD+ à l'échelon national et international. Le Programme s'emploie aussi à sensibiliser l'opinion internationale à l'importance que revêt l'inclusion de mécanismes REDD+ dans l'accord futur sur le changement climatique, et à recueillir un consensus.





Bilan annuel 2009

1. Introduction	2
2. Quelques Mots des Agences	3
3. Quelques Mots de la Norvège.....	4
4. Les Programmes Nationaux	5
5. Les Activités Mondiales	9
5.1. Mesure, Rapportage et Vérification	9
5.2. Engagement des parties prenantes	11
5.3. Avantages multiples.....	13
5.4. Gestion des connaissances et activités de communication du Programme ONU-REDD	14
5.5. Événements	16
6. Partenariats.....	19
7. Financements.....	20



1. Introduction

Ily a 18 mois, le Secrétaire général des Nations Unies et le Premier ministre norvégien lançaient une initiative mondiale, dite Programme ONU-REDD, visant à réduire la déforestation et la dégradation des forêts dans les pays en développement. Depuis lors, le Programme est devenu une véritable initiative multilatérale de soutien à la préparation de la REDD+ dans les pays en développement.

En mars 2009, le Programme ONU-REDD a déclenché le processus initial de préparation (phase 1) dans neuf pays pilotes. À la fin de la même année, un total de 24 millions de dollars américains avait été approuvé par le Conseil d'orientation en vue d'une action à démarrage rapide permettant aux programmes nationaux de préparer les stratégies REDD+, d'impliquer les parties prenantes et d'élaborer des systèmes MRV.

À l'échelon mondial, le Programme ONU-REDD a contribué de manière significative aux systèmes de mesure, rapportage et vérification (MRV), à la participation des peuples autochtones et de la société civile aux activités de la REDD+, à la promotion des avantages multiples liés aux forêts et au renforcement de la collaboration entre les agences.

Ce travail, entrepris aux niveaux national et mondial, a été rendu possible par l'engagement des pays pilotes, en partenariat avec les trois agences des Nations Unies impliquées (FAO, PNUE et PNUD), et par la généreuse contribution financière de la Norvège et de deux donateurs (Danemark et Espagne) qui ont rejoint le Programme en 2009.

Grâce à l'expérience et aux avancées significatives réalisées par les pays pilotes, le Programme ONU-REDD a suscité autour de la REDD+ l'émergence d'une communauté de pratique, instaurant un climat de confiance, facilitant le partage des expériences et ménageant un espace propice à un engagement accru des parties prenantes.

Les partenariats noués avec les pays du Programme ONU-REDD et de nombreux partenaires internationaux en 2009 constituent une base solide permettant aux pays de mettre leurs économies nationales sur la voie d'un développement sobre en carbone pour le bénéfice de la population et de l'environnement.

Yemi Katerere
Chef du Secrétariat du Programme ONU-REDD
Mars 2010

2. Quelques Mots des Agences

Le Programme ONU-REDD tire parti du pouvoir fédérateur et de l'expertise de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

“En aidant les pays en développement à réduire les émissions des terres boisées et en investissant dans le développement durable, le Programme ONU-REDD contribue à la préservation de précieux écosystèmes et renforce la résistance au changement climatique. Le Programme favorise aussi la pleine participation des peuples autochtones et des autres communautés dont la survie dépend de la forêt. Par l'efficacité et la rapidité de son assistance et en capitalisant les avantages et l'expertise comparés de la FAO, du PNUD et du PNUE, le Programme incarne parfaitement l'approche ‘une seule ONU’.”



Helen Clark
Secrétaire général adjoint
des Nations Unies et
Administratrice du PNUD

“REDD+ s'inscrit pleinement dans la mission première de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et œuvre en faveur d'approches holistiques dans la gestion des ressources naturelles et de la sécurité alimentaire. Il concerne la foresterie, l'agriculture, les systèmes d'alimentation et d'énergie, la biodiversité, les moyens de subsistance, la gouvernance et la gestion des terres, dans le contexte du changement climatique. Dans la droite ligne de l'initiative “Unie dans l'action” du système de l'ONU, le Programme ONU-REDD nous offre la possibilité d'apporter un réel soutien à nos États-membres. Le développement de systèmes de mesure, rapportage et vérification (MRV) est l'un des défis initiaux de la préparation à la REDD+. Ces systèmes MRV, garants d'une mise en œuvre transparente et solide, sont des éléments essentiels de la REDD+. Forte de sa grande expérience dans la mesure et le suivi des ressources naturelles et de leur gestion et usages, la FAO la met au service des pays participant au Programme ONU-REDD.”



Jacques Diouf
Directeur général de la FAO

“REDD+ représente une occasion unique de lutter contre le changement climatique, la perte de la biodiversité et la dégradation de l'environnement. Le Programme ONU-REDD offre une chance unique de contribuer à améliorer l'existence et le mode de vie des populations, à générer de nouvelles perspectives d'emploi dans le secteur de la gestion des ressources naturelles et à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement. En résumé, l'économie verte est en marche, un nouveau choix de développement pour les pays des tropiques et du monde en développement dans son ensemble.”



Achim Steiner
Secrétaire général adjoint
des Nations Unies et Directeur
exécutif du PNUE

3. Quelques Mots de la Norvège



Erik Solheim
Ministre norvégien de
l'Environnement et de la
coopération internationale

“La Norvège est heureuse d’apporter son soutien aux efforts collaboratifs du PNUE, du PNUD et de la FAO. Le Programme associe l’expertise des Nations Unies à l’objectif international de réduction des émissions du secteur forestier dans les pays en développement.

Le Programme ONU-REDD place les droits des peuples autochtones, la pérennité des moyens de subsistance, la gouvernance et la préservation de la diversité biologique et culturelle au cœur des efforts déployés au niveau international et national afin de limiter la disparition des forêts dans les pays en développement. Il apporte son appui au renforcement des capacités dans le domaine de la surveillance technique des forêts, et contribue au développement d’une base de connaissance et d’une coopération internationale dans ce domaine.

En étroite collaboration avec les pays boisés qui consentent un véritable effort pour lancer l’ambitieux chantier de la réduction des émissions forestières nationales, le Programme contribue à faire en sorte que la protection des forêts concoure au développement économique, écologique et social des pays en développement.

En outre, le Programme a démontré un remarquable désir de collaborer avec d’autres initiatives multilatérales et bilatérales dans ce secteur et illustre brillamment la volonté des agences onusiennes de travailler ensemble dans le sens de l’objectif ‘une seule ONU’.

REDD+

Le mécanisme de Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD) vise à inciter les pays boisés en développement à protéger leurs ressources forestières, à en améliorer la gestion et à en faire une utilisation judicieuse, contribuant ainsi à la lutte mondiale contre le changement climatique. Outre la déforestation et la dégradation des forêts, la REDD+ aborde le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone. En valorisant financièrement le carbone contenu dans les arbres sur pied, la REDD+ promeut l’idée que les forêts ont plus de valeur debout qu’abattues. À long terme, les paiements perçus en échange d’une réduction et d’une élimination avérées des émissions, via un mécanisme de marché ou par des fonds, incitent les pays associés au mécanisme REDD+ à investir davantage dans le développement sobre en carbone, pour un avenir plus sain et plus respectueux de l’environnement.

4. Les Programmes Nationaux

En 2009, les pays pilotes du Programme ONU-REDD ont parcouru bien du chemin dans la préparation et la mise en œuvre de leurs stratégies et mécanismes nationaux REDD+. Conçues en collaboration par les parties prenantes nationales avec le soutien du Programme ONU-REDD, les stratégies nationales ouvrent la voie à de nouvelles approches en vue de la REDD+, en faisant de l'élaboration de démarches durables une priorité, avec un intérêt tout particulier pour le renforcement institutionnel et un large engagement des parties prenantes.

Progrès d'ensemble

Six des neuf pays pilotes du Programme ONU-REDD ont présenté en 2009 leurs programmes initiaux ou complets au Conseil d'orientation, qui a approuvé l'octroi d'un budget de 24 millions de dollars américains pour ces pays. Trois autres pays pilotes devraient soumettre leurs programmes nationaux à approbation en mars 2010.

Le Tableau 1 (page 6) offre un aperçu des mesures prises dans l'élaboration des programmes nationaux ONU-REDD. En décembre 2009, la Tanzanie, le Vietnam et la République Démocratique du Congo ont amorcé ou dépassé leurs phases initiales ; le Panama, l'Indonésie et la Papouasie-Nouvelle Guinée ont entamé leur phase d'élaboration et d'approbation ; les pays restants finalisaient la formulation de leurs propositions.

Nouveaux membres

En octobre 2009, cinq nouveaux pays ont rejoint le Programme avec le statut d'observateur auprès du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD : l'Argentine, le Cambodge, l'Équateur, le Népal et le Sri Lanka. Les fonds du Programme ONU-REDD ne sont actuellement destinés qu'à neuf pays pilotes, mais les nouveaux pays peuvent profiter des nombreux avantages du Programme ONU-REDD : établissement de liens et partage des connaissances facilités par le mécanisme de collaboration en ligne du Programme ONU-REDD, bénéficiant d'un forum distinct. Les nouveaux pays peuvent aussi prendre part aux ateliers mondiaux et régionaux et assister aux réunions du Conseil d'orientation du Programme d'ONU-REDD en tant qu'observateurs officiels.

Pays pilotes du Programme ONU-REDD

Afrique :

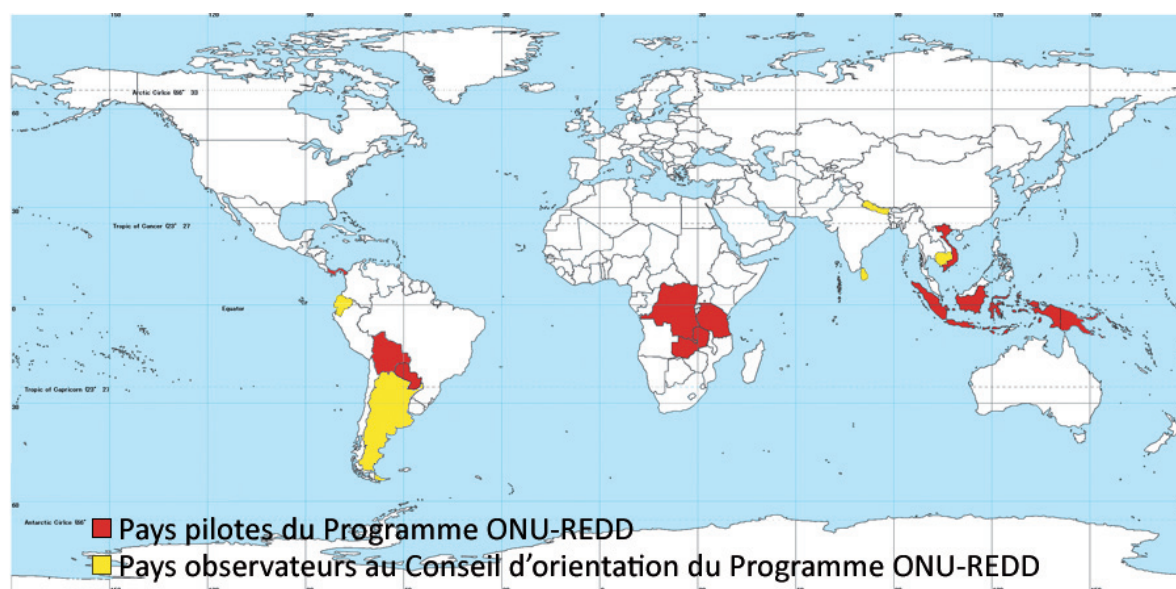
- République Démocratique du Congo (RDC)
- Tanzanie
- Zambie

Asie Pacifique :

- Indonésie
- Papouasie-Nouvelle Guinée
- Vietnam

Amérique latine et Caraïbes :

- Bolivie
- Panama
- Paraguay





Pham Manh Cuong
 Point focal national REDD+,
 Ministère de l'agriculture
 et du développement rural
 Gouvernement du Vietnam

“Le Vietnam s’est fermement engagé à accompagner les efforts internationaux en vue de réagir au changement climatique en général, et de mettre en œuvre la REDD+ en particulier. Grâce au soutien précieux du Programme ONU-REDD et de plusieurs autres bailleurs de fonds, le Vietnam avance actuellement dans sa phase de renforcement des capacités tout en préparant sa phase pilote. Conjuguée à la politique nationale sur les paiements pour services environnementaux, la mise en œuvre de la REDD+ devrait mettre fin à la déforestation et la dégradation des forêts et améliorer le sort de millions de personnes vivant dans les zones forestières tout en contribuant aux avantages environnementaux internationaux.”

■ Processus d’élaboration des programmes nationaux

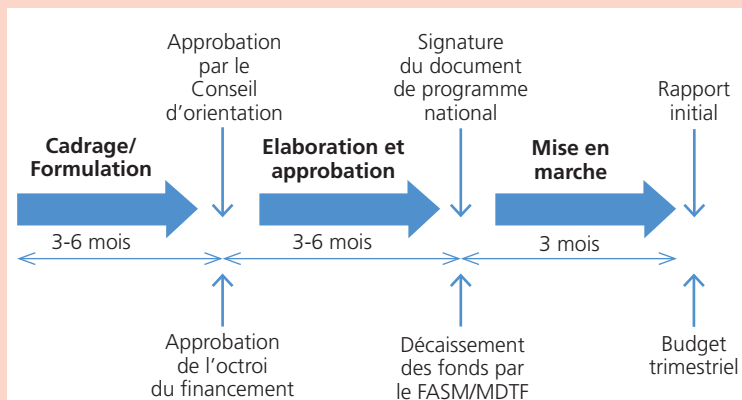
Que le pays élabore son programme ou aborde la phase initiale, les enseignements tirés dans les programmes nationaux ONU-REDD en 2009 rejailliront sur toutes les activités REDD+ à venir. En 2009, ces activités nationales à démarrage rapide (“Quick Start”) ont compris :

Elaboration des feuilles de route de préparation à la REDD+ : ces feuilles de route ont aidé des pays à identifier les interventions nécessaires, ainsi que celles pour lesquelles le Programme ONU-REDD possède un avantage comparé. C’est notamment le cas de la Zambie, du Vietnam, de la Papouasie-Nouvelle Guinée, tandis que le processus est lancé au Cambodge. Des mécanismes promouvant le solide engagement des parties prenantes ont également été intégrés dans la conception de ces feuilles de route REDD+ à l’échelon national.

Engagement des parties prenantes : la création d’un vaste mécanisme de consultation peut considérablement renforcer la confiance dans le processus parmi toutes les parties prenantes. Les parties prenantes issues des groupes autochtones et de la société civile ont pris part à l’élaboration des propositions de programme national, avant leur présentation au Conseil d’orientation du Programme ONU-REDD. Au Panama, six experts de la COONAPIP (Coordinadora Nacional de Pueblos Indígenas de Panamá, organisation réunissant les groupes autochtones dans le pays) ont largement contribué par leur temps et leur participation à l’élaboration et à la révision du document du

Programme ONU-REDD Panama. Au Paraguay, priorité a été donnée à de vastes consultations auprès des communautés autochtones. Néanmoins, l’engagement des parties prenantes ne se limite pas à la société civile. Ainsi, en RDC, une mission de repérage, organisée conjointement en janvier 2009 avec le FCPF a établi un précédent : la mission réunissait des équipes des trois agences des Nations Unies, de la Banque mondiale, du gouvernement norvégien et de trois ONG internationales, ainsi qu’une équipe nationale dirigée par le point focal CCNUCC et REDD+ et plus de 40 représentants de la société civile et des peuples autochtones congolais.

Tableau 1. Processus d’élaboration des programmes nationaux



Création de cadres de mise en œuvre transparents pour la REDD+ : la définition des droits et des rôles des parties prenantes constituait une étape clef de l'élaboration des programmes nationaux en 2009. Dans ce cadre, le Programme ONU-REDD a appuyé la conception d'un système de répartition des bénéfices équitables pour le Vietnam. Les difficultés liées aux droits de propriété sur les ressources, en particulier aux droits fonciers forestiers et aux droits sur les ressources forestières, demeureront une priorité en 2010 et après.

Dégager un consensus par l'adoption de stratégies : les pays pilotes reconnaissent que l'identification des moteurs de déforestation doit se faire dans un esprit de consensus national, sans quoi toute stratégie ou plan de mise en œuvre serait voué à l'échec. Tout au long de l'élaboration et la mise en marche des programmes nationaux, l'accent a été mis sur les activités et l'engagement transsectoriels. Il est également important de replacer la stratégie REDD+ dans le contexte d'un processus plus large. En Papouasie-Nouvelle Guinée, une stratégie de développement sobre en carbone a été préparée, tandis qu'au Vietnam, la stratégie REDD+ est désormais liée au "programme cible national" de lutte contre le changement climatique.

Conception de systèmes de surveillance du carbone : l'accent a été mis en 2009 sur la mesure, le rapportage et la vérification (MRV) du carbone, soit la poursuite du développement de la télédétection des données forestières et le rôle des inventaires forestiers nationaux. En République Démocratique du Congo, par exemple, ces deux volets concourent successivement à l'inventaire national des gaz à effet de serre.



© W. Sakazur Kasimo

"La Tanzanie est déterminée à faire de la REDD+ un succès ; toute notre reconnaissance va au gouvernement finlandais, norvégien, au Programme ONU-REDD et au Fonds de Partenariat pour le carbone forestier pour leur soutien. Avec l'aide technique du Programme ONU-REDD, nous espérons être plus à même de trouver des solutions aux problèmes liés à la REDD+, en particulier dans les domaines de la mesure, du rapportage et de la vérification (MRV). Nous avons mis l'accent sur la comptabilisation du carbone, et étudions les meilleurs moyens de faire bénéficier de nos efforts les communautés locales et ceux qui vivent à proximité des forêts. L'amélioration de leurs conditions de vie est au cœur de nos préoccupations."



Felician Kilahama
*Directeur, Division de la foresterie et de l'apiculture
 Gouvernement de la Tanzanie*



© Arsenio Eija

■ Progrès réalisés par les pays pilotes du Programme ONU-REDD

Pays pilote	Progrès
Bolivie	<ul style="list-style-type: none"> - L'élaboration de son programme national ONU-REDD se poursuit - Formation de l'équipe nationale REDD - Le programme complet et la demande de financement seront soumis au Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD en mars 2010
Indonésie	<ul style="list-style-type: none"> - Le programme complet ONU-REDD de l'Indonésie et l'octroi de 5,6 millions de dollars américains ont été approuvés par le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD en mars - Signature par le Ministère des forêts d'Indonésie du document du Programme en novembre - Préparation de l'atelier d'initiation pour mars 2010
Panama	<ul style="list-style-type: none"> - Une consultation de grande ampleur réunissant 11 congrès autochtones a eu lieu en octobre au Panama pour examiner le programme national avant sa soumission - Le programme complet ONU-REDD du Panama et l'octroi de 5,3 millions de dollars américains ont été approuvés par le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD en octobre - Le Panama devrait amorcer sa phase d'élaboration début 2010
Papouasie-Nouvelle Guinée	<ul style="list-style-type: none"> - Le programme initial ONU-REDD de la Papouasie-Nouvelle Guinée et l'octroi de 2,6 millions de dollars américains ont été approuvés en mars - Le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD a alloué un financement additionnel de 3,8 millions de dollars américains en octobre - La rédaction du programme national complet se poursuit
Paraguay	<ul style="list-style-type: none"> - L'élaboration du programme national ONU-REDD se poursuit - Plusieurs ateliers de consultation avec les groupes des peuples autochtones se sont tenus en 2009 - Le document de programme conjoint devrait être soumis au Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD en 2010
République Démocratique du Congo	<ul style="list-style-type: none"> - Le programme initial ONU-REDD de la RDC et l'octroi d'1,9 million de dollars américains ont été approuvés par le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD en mars - Encaissement des fonds du Programme ONU-REDD en juin - Organisation de plusieurs ateliers auprès de la société civile - Le décret accompagnant la REDD et établissant une architecture institutionnelle entre en vigueur en novembre - Le programme national ONU-REDD complet sera soumis au Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD et au FCPF pour approbation en mars 2010



© David Gilbert

Pays pilote	Progrès
Tanzanie	<ul style="list-style-type: none"> - Le programme complet ONU-REDD de la Tanzanie et l'octroi de 4,3 millions de dollars américains ont été approuvés par le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD en mars - Lancement de l'initiative nationale REDD en août - Signature par le gouvernement du document de programme en novembre, et lancement du programme ONU-REDD de la Tanzanie le même mois
Vietnam	<ul style="list-style-type: none"> - Le programme complet ONU-REDD du Vietnam et l'octroi de 4,4 millions de dollars américains ont été approuvés par le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD en mars - Encaissement des fonds du Programme ONU-REDD en octobre - Des ateliers d'initiation nationaux et locaux ont lieu en septembre et novembre pour lancer la mise en œuvre du programme national ONU-REDD - Sous la direction du gouvernement, une étude portant sur le système de distribution des bénéfices est entreprise en septembre-novembre et lancée durant la COP-15 - Le programme est désormais pleinement opérationnel et en cours de mise en œuvre
Zambie	<ul style="list-style-type: none"> - L'élaboration du programme national ONU-REDD se poursuit - Le Programme ONU-REDD de la Zambie sera soumis au Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD pour approbation en mars 2010

ONU-REDD de plus en plus sollicitée

En 2009, un nombre croissant de pays a formellement exprimé le souhait de participer au Programme ONU-REDD, notamment le Costa Rica, le Mexique, le Nigeria, la République du Congo, les îles Salomon et le Soudan. Le Programme ONU-REDD reste ouvert aux demandes de tous les pays, et a accordé le statut d'observateur auprès du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD à tous les pays en ayant formellement fait la Demande. À mesure que d'autres financements sont consentis, le Programme espère venir en appui à un plus grand nombre de programmes nationaux. S'appuyant sur les succès de 2009, le Programme continuera également d'apporter son soutien aux domaines de la répartition des avantages, de la gouvernance, du MRV et des bénéfices environnementaux et sociaux découlant de la REDD+.



5. Les Activités Mondiales

À l'échelle internationale, le Programme ONU-REDD vise à rallier tous les suffrages à la REDD+, à mieux la faire connaître et à sensibiliser à l'importance de l'inclusion d'un mécanisme REDD+ dans tout accord sur le changement climatique post-2012. Il constitue aussi une plateforme de dialogue entre les gouvernements, les organisations de la société civile et les experts techniques, l'objectif étant de faire en sorte que les efforts déployés dans le cadre de la REDD+ reposent sur des données scientifiques et tiennent compte des perspectives et des besoins de toutes les parties prenantes.

Le Programme ONU-REDD rassemble des équipes techniques du monde entier dans le but de concevoir des approches, des analyses et des orientations communes sur des questions telles que la mesure, le rapportage et la vérification (MRV) des émissions et des flux de carbone, la télédétection, et l'inventaire des gaz à effet de serre. Il prodigue des conseils sur la meilleure façon de concevoir et de mettre en œuvre la REDD+, afin que les forêts restent une source de moyens de subsistance et de biodiversité pour les sociétés, tout en stockant du carbone. Le Programme est aussi profondément attaché à soutenir l'engagement des peuples autochtones et des organisations de la société civile dans la conception et la mise en œuvre des stratégies REDD+.



5.1. Mesure, Rapportage et Vérification

Un système financièrement avantageux, solide et compatible de MRV pour les émissions de gaz à effet de serre représente un outil indispensable dans la mise en œuvre de la REDD+. Le MRV est l'un des principaux domaines d'action du Programme ONU-REDD, et des progrès considérables ont été réalisés sur ce front en 2009.

Succès dans le domaine du MRV

Le Programme ONU-REDD a accompagné les États-membres dans le lancement de leurs programmes nationaux en développant des méthodologies MRV adaptées aux spécificités de leurs initiatives REDD+. En République Démocratique du Congo et en Tanzanie, par exemple, des estimations des facteurs d'émissions dues aux forêts peuvent désormais être générées et incorporées dans les inventaires d'émissions de gaz à effet de serre. Par un effet d'entraînement, l'inventaire forestier national de la RDC constituera à son tour un modèle de référence pour la définition d'une possible approche régionale dans le bassin du Congo.

Tout au long de l'année 2009, le Programme ONU-REDD a également œuvré avec diligence pour élaborer une "proposition-cadre" de système national MRV en mesure de soutenir efficacement l'intégration des mécanismes REDD+ dans les autres mécanismes mis en place en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). À cette fin, la FAO a signé en décembre un protocole d'accord avec l'Agence spatiale brésilienne (INPE) afin de développer conjointement des systèmes de surveillance terrestre grâce aux données de télédétection et d'aider les pays à se doter de systèmes MRV.



Cliché de la Tanzanie (écorégion boisée du Miombo central zambézien) Landsat GLS 2005. Coordonnées : 6°S 34°E. Altitude au point central de l'image : 1 501 m.



Rosalind Reeve
*Chef des projets forestiers,
 Global Witness*

“Je pense que le Programme ONU-REDD peut très fortement contribuer à la REDD. Il a déjà eu un effet considérable dans le domaine du MRV (mesure, rapportage et vérification) et s’est imposé comme chef de file sur la question de la gouvernance. Pour fonctionner, il est fondamental que la REDD s’accompagne de mesures incitatives à la bonne gouvernance et d’outils permettant d’identifier les variations dans le temps. ONU-REDD doit jouer un rôle d’appui aux pays dans le suivi de la gouvernance et le renforcement des capacités. J’aimerais appeler ONU-REDD à continuer sur cette voie et à tirer le meilleur parti de la REDD pour établir une gouvernance forestière transparente et performante.”

Le Programme ONU-REDD a entrepris un examen systématique des preuves existantes relatives aux méthodes de mesure et d’évaluation des stocks de carbone terrestre et de leur évolution. Ces outils, utiles pour l’évaluation critique, le résumé et la diffusion des résultats d’un important volume de recherches, peuvent aider les décideurs en leur fournissant un bilan objectif, indépendant et impartial des meilleures preuves disponibles.

Événements MRV

Le Programme ONU-REDD a co-parrainé plusieurs manifestations durant l’année. Mentionnons : l’atelier consacré aux inventaires forestiers nationaux en Inde (avril), l’atelier sur les inventaires GES à Bonn (août), la réunion d’experts sur la dégradation des forêts à la FAO, à Rome (septembre), et le groupe de travail sur le renforcement des capacités à Barcelone (novembre).

En septembre, le Programme a animé une réunion MRV rassemblant les représentants des pays du Programme ONU-REDD, la FAO, le PNUD, le PNUE et quelques autres institutions. À cette occasion, un cadre et un guide pratique (“toolkit”) MRV ont fait l’objet d’une présentation et d’un débat avec les participants des divers pays du Programme ONU-REDD. Les membres ont évoqué leur état actuel d’avancement en matière de MRV et apporté un témoignage précieux sur la stratégie et les outils MRV développés par le Programme ONU-REDD. Les pays ont ainsi pu tirer un enseignement de l’expérience d’autres projets du Programme ONU-REDD, établir des priorités pour les activités de renforcement des capacités et obtenir des conseils techniques sur les systèmes MRV.

Ressources MRV

Le Programme ONU-REDD a aussi publié plusieurs documents de travail importants consacrés au MRV, notamment des analyses techniques, des évaluations des outils et des principes directeurs existants et des études de cas dans les pays en préparation pour l’application de la REDD+ (disponibles sur un-redd.org). Les pays membres et observateurs du Programme ONU-REDD ont également eu à l’emploi pour les années 1990, 2000 et 2005, afin de les aider au développement de systèmes MRV nationaux.

5.2. Engagement des parties prenantes

Afin de promouvoir une plus grande participation des peuples autochtones et de la société civile, le Programme ONU-REDD a développé et mis en œuvre en 2009 une approche prévoyant :

- Leur représentation active dans son organe directeur
- Un travail de sensibilisation et de consultations mondiales et nationales
- Un soutien à l'établissement de systèmes nationaux prévoyant la participation de toutes les parties prenantes à la conception, la mise en œuvre et le suivi des processus REDD+
- Un soutien à la création d'un Groupe consultatif sur les Forêts, Droits et Changement Climatique, indépendant et issu de la société civile, chargé de conseiller et guider le Programme



La représentation, la transparence, l'accès à l'information, l'obligation de rendre des comptes, la participation et l'intégration sont autant de principes qui sous-tendent cette approche.

En consultation avec les représentants des peuples autochtones et de la société civile, le Programme ONU-REDD a mis au point une orientation opérationnelle sur l'engagement des Peuples autochtones et autres communautés dépendant de la forêt. Ce document est destiné à entourer la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des activités du Programme ONU-REDD aux échelons mondial et national, et fournit des conseils sur les bonnes pratiques régissant les consultations avec les Peuples autochtones et autres communautés dépendant de la forêt.

Gouvernance

Les organisations des peuples autochtones et de la société civile sont représentés en tant que membres à part entière et en tant qu'observateurs auprès du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD. À ce titre, ils participent à la direction, au pilotage et aux décisions relatives aux subventions et assurent ainsi le succès d'ensemble du Programme ONU-REDD. Un siège de membre à part entière est alloué à un représentant des peuples autochtones – la présidente de l'**Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones** – et un représentant d'une organisation de la société civile. Leurs interventions au sein du Conseil d'orientation sont appuyées par six observateurs (un représentant des peuples autochtones et un

Institutionnaliser l'engagement des peuples autochtones et de la société civile dans le processus REDD+ : exemple de bonnes pratiques en RDC

L'engagement des organisations de la société civile et les peuples autochtones peut s'avérer délicat, en particulier dans les pays où les relations ont pu être tendues dans le passé. La République Démocratique du Congo, qui a commencé à exécuter ses activités de préparation avec le soutien du Programme ONU-REDD+, a su combler les écarts. Le Décret 09140, rédigé de manière collaborative au cours de la première mission ONU-REDD/FCPF en janvier 2009 et signé par le Premier ministre le 23 novembre 2009, institutionnalise la participation de la société civile au Comité national REDD. Le Décret stipule que le Comité national REDD comporte un représentant d'une ONG environnementale et de développement rural, deux représentants des peuples autochtones et des communautés forestières et un représentant d'une ONG de recherche, aux côtés des représentants du gouvernement, du secteur privé et des milieux universitaires. Un groupe de travail de la société civile Climat-REDD a été constitué pour distribuer l'information durant le processus, et des représentants de la société civile siègent dans l'équipe de travail ("Task Force") sur les négociations, dont la participation à la COP-15 a été en partie financée par le Programme ONU-REDD.

Élaboration d'un programme national ONU-REDD, un processus consultatif : l'exemple du Panama

Le nouveau comité REDD du Panama a été lancé le 18 septembre 2009 en vertu d'un accord conjoint selon lequel l'ANAM (Autorité nationale pour l'environnement), la COONAPIP (Organisation nationale pour les peuples autochtones du Panama) et le Programme ONU-REDD travailleraient en étroite collaboration, avec le soutien du Smithsonian Institute, à l'élaboration du programme national ONU-REDD du Panama. La COONAPIP a désigné six représentants autochtones pour accompagner l'examen coordonné, par 65 personnes chargées d'étudier l'avant-document de programme et de faire part de leurs commentaires. Ces représentants, dédommagés pour leur disponibilité et leur travail, possédaient diverses compétences techniques : spécialistes des questions de genre et experts juridiques. Le 30 octobre, le document de programme national ONU-REDD du Panama a été présenté lors de la réunion du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD, à Washington, DC, à laquelle assistaient le Président de la COONAPIP et le représentant de l'ANAM ; l'allocation de fonds pour le programme national du Panama a été approuvée. "Sans les compétences, l'expertise et l'apport de ce groupe," a souligné le Dr. Santiago Carrizosa, conseiller technique régional REDD pour l'Amérique latine et les Caraïbes, "nous aurions été incapables d'obtenir ce résultat."

représentant de la société civile par région). Les représentants des peuples autochtones ont été choisis à l'issue d'un processus auto-sélectif par les caucus régionaux lors du Sommet mondial des peuples autochtones sur le changement climatique, organisé à Anchorage, en Alaska. Les représentants des OSC ont été sélectionnés au terme d'un processus similaire, sous la direction de l'Initiative des Droits et Ressources.

Sensibilisation, consultations et participation

En 2009, le Programme ONU-REDD a organisé des consultations mondiales et nationales pour s'assurer que ses activités et ses résultats reflétaient en permanence les intérêts et les préoccupations de la société civile et des peuples autochtones.

Au niveau national, le Programme ONU-REDD exige une validation à l'échelon national des programmes nationaux – c'est là une étape initiale du processus consultatif continu garantissant l'engagement de la société civile. Ce processus d'engagement précoce trouve des exemples pratiques au Panama, dans le développement conjoint du document du Programme ONU-REDD et, en République Démocratique du Congo, dans l'institutionnalisation par décret de l'engagement de la société civile dans le processus REDD+.

À l'échelle internationale, le Programme ONU-REDD et ses partenaires ont organisé une consultation régionale à Bangkok, participé activement au Sommet mondial des peuples autochtones sur les changements climatiques en Alaska, à l'Instance permanente sur les questions autochtones à New York, au Forum régional d'Amérique latine sur la REDD+ à Manaus, au Dialogue mésoaméricain sur la REDD+ à San Salvador, au Sommet asiatique sur le changement climatique et les peuples autochtones à Bali, et à la COP 15 du CCNUCC, à Copenhague.

Groupe consultatif de la société civile

Conformément au mandat établi au cours de la première réunion du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD, le Programme est désormais conseillé par un groupe indépendant dont la mission est de s'assurer que les investissements dans les zones forestières sont justifiés et favorisent les droits et le développement des peuples forestiers. Les participants actuels du Groupe représentent des institutions variées d'Afrique, d'Asie-Pacifique, d'Europe, d'Amérique latine, et du milieu de la recherche et du militantisme, comme l'Initiative des Droits et Ressources, la Rainforest Foundation Norvège et Royaume-Uni, le FPP, FERN, InterCooperation, le RECOFTC, l'ACICAFOC, Civic Response et Tebtebba. Dans un souci de transparence, les conseils émis sont librement échangés avec les autres acteurs de société civile.

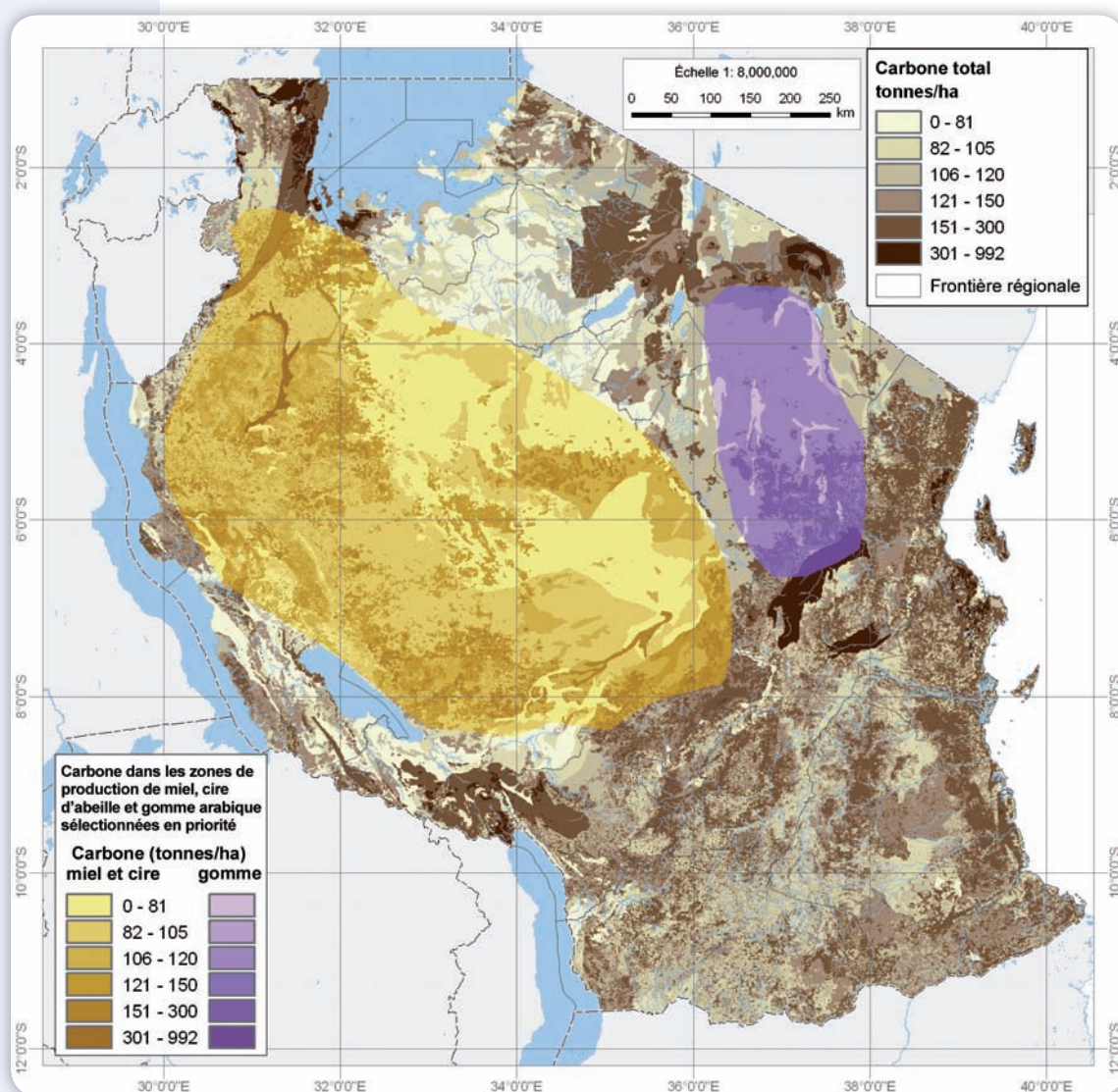


© Saxxarin TolerTmongkol

5.3. Avantages multiples

Outre leur rôle dans le stockage du carbone, les forêts offrent à la société de nombreux services écosystémiques dont la nature varie d'un lieu à l'autre : régulation de l'eau, protection des sols, produits forestiers non ligneux, notamment aliments et fibres, régulation climatique et biodiversité. La majorité des forêts tropicales fournissant toute une gamme de ces services essentiels, il existe plusieurs manières de faire bénéficier les pays et les communautés forestières des "avantages multiples" de la REDD+.

En 2009, le Programme ONU-REDD a consacré des ressources considérables à l'examen et à la compréhension des avantages et risques multiples potentiels associés aux initiatives REDD+ préalablement à leur mise en œuvre. Cette problématique a été explorée dans un document technique, "Avantages Multiples – Questions et options pour la REDD", rendu public à l'occasion de la réunion du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD de juin 2009.



Le Programme ONU-REDD a travaillé avec la Tanzanie en 2009 pour dresser cette carte illustrant le carbone et combinant sol et biomasse – le résultat a été présenté durant la journée Forest Day 3, en décembre. La carte ci-dessus fait ressortir les zones prioritaires de produits forestiers non ligneux sélectionnés (Commission nationale d'aménagement du territoire de Tanzanie, 2006).

Travailler avec les pays

L'identification et la satisfaction des besoins exprimés par les pays pilotes constituaient une priorité essentielle pour le Programme en 2009. Des consultations portant sur les avantages multiples ont été organisées avec la Tanzanie, et rattachées à des missions au Vietnam, en Indonésie et en Bolivie. Ces consultations ont abouti à des plans de travail pour 2010 comprenant des recommandations sur la définition et la promotion des coavantages de la REDD+, en particulier dans les domaines de l'afforestation, de la restauration des forêts et du reboisement ; et la création d'une meta-base de donnée sur le carbone, la biodiversité et d'autres coavantages pour la Bolivie. La consultation et la collaboration avec les pays pilotes du Programme ONU-REDD se poursuivront en 2010.

Un atelier de deux semaines, consacré aux coavantages et à l'analyse spatiale, a eu lieu à Cambridge, réunissant l'équipe du Programme ONU-REDD au Centre mondial de surveillance de la conservation du PNUE (UNEP-WCMC) et l'équipe du Ministère des Ressources naturelles et du Tourisme de Tanzanie. Le groupe a entrepris des analyses à l'échelle nationale des coavantages et d'autres facteurs, notamment la densité de population, la production de miel/cire d'abeille/gomme arabique, et la richesse des espèces de mammifères et d'amphibiens. L'atelier a en outre élaboré une nouvelle carte de la Tanzanie combinant carbone du sol et de la biomasse, présentée pendant la journée Forest Day 3, en décembre.

Afin d'examiner les liens entre le stockage de carbone par la forêt et les services écosystémiques à l'échelle mondiale, l'UNEP-WCMC, en collaboration avec l'université de Stanford (États-Unis) et le Centre commun de recherche de la Commission Européenne et avec le soutien complémentaire du gouvernement allemand, a également produit une nouvelle carte illustrant le stockage de carbone dans la biomasse et les sols dans différents pays, à l'usage du Programme ONU-REDD et d'autres acteurs.

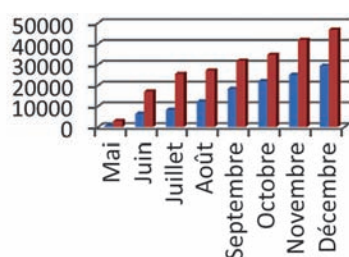


© Gillian Allard

5.4. Gestion des connaissances et activités de communication du Programme ONU-REDD

En 2009, grâce à la stratégie dynamique de partage des connaissances et de communication entamée, élaborée et mise en œuvre par le Programme, ONU-REDD a su se faire mieux connaître et sensibiliser le public.

Tableau 1. Nombre de visites et de pages vues depuis le nouveau lancement du site Internet public



■ *Visites* : nombre de requêtes correspondant un identifiant unique adressées au serveur par de fréquents ou nouveaux utilisateurs

■ *Pages vues* : nombre total de requêtes de pages html adressées au serveur

Outils de communication

En distribuant brochures, fascicules, affiches, bannières, DVD et clefs USB arborant son emblème dans diverses manifestations et au cours des missions dans les pays, le Programme ONU-REDD s'est doté en 2009 d'une solide identité visuelle.

UN-REDD.org

Le premier outil de communication du Programme est son site Internet public, www.un-redd.org. En 2009, celui-ci a été considérablement enrichi avant d'être relancé en juin. On y trouve désormais une actualité et des informations plus dynamiques et plus récentes concernant les activités nationales et mondiales du Programme et, plus largement, les questions entourant la REDD+. Depuis ce nouveau lancement, l'activité du site Internet a connu une croissance remarquable, passant de quelques centaines de pages vues en mai à près de 50 000 en décembre. Le site contient en outre des liens vers des réseaux sociaux comme Twitter, vers des blogs ainsi que vers la chaîne ONU-REDD sur YouTube.

E-Newsletter

Autre élément clef de communication, le Programme ONU-REDD s'est doté en 2009 d'une e-Newsletter. Depuis son premier numéro du mois d'août, le mensuel propose des rubriques d'actualité, des renseignements sur les pays, des chroniques d'auteurs invités et des rapports d'analyse, afin de communiquer les plus récentes informations au public clé visé par le Programme. Selon les estimations, la newsletter est distribuée à 13 000 décideurs politiques, employés techniques nationaux et internationaux, ONG, OSC et membres d'organisations internationales.

Campagne multimedia

Le Programme a également déployé en 2009 une campagne multimédia qui a donné de bons résultats. Plusieurs courtes séquences vidéos sur la REDD+ ont été produites et diffusées lors d'événements de première importance, comme la rencontre de haut niveau du Secrétaire général sur la REDD, qui a réuni plus de 85 gouvernements dont 14 chefs et ministres d'État. Ces vidéos ont renforcé la mobilisation pour la REDD+ et conforté la place prééminente du Programme ONU-REDD dans ce domaine.

En prévision de la COP-15, le Programme a également parrainé deux documentaires sur la REDD+ dans la série "Earth Report", préparés et filmés dans des sites reculés, et diffusés sur la chaîne BBC World News, regardée par 302 millions de foyers dans 170 pays.

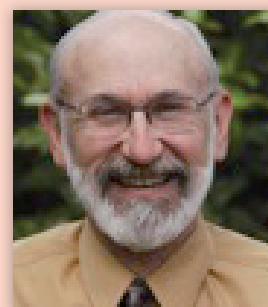




Médias et programmes éducatifs

Avec le CIFOR, l'UE et Panos Londres, le Programme a également élaboré un dossier pédagogique multimédia intitulé "Rendre compte de la REDD" et comprenant un guide de communication, un reportage vidéo, un court film sur la REDD+ et un document sur l'état des négociations. Ce dossier a été largement distribué durant la COP-15. Un exemple de son application concrète : Save The Rainforest Inc., organisation états-unienne à but non lucratif qui organise des campagnes à l'intention des jeunes, a consacré un programme à la REDD+ en exploitant le document et les vidéos comprises dans le dossier multimédia "Rendre compte de la REDD". Inédite en Amérique du Nord, cette initiative avait pour but d'expliquer aux jeunes les grandes lignes de la REDD+.

"Le Programme ONU-REDD joue un rôle clef dans le renforcement des capacités dans les pays en développement, en leur offrant de participer activement aux efforts internationaux en vue de réduire la déforestation. Les arbres ne sont pas seulement des puits à carbone ; des millions d'habitants des zones rurales dépendant de la forêt et des terres agricoles pour leur alimentation, leur carburant et leurs remèdes. ONU-REDD est un partenaire précieux : il les aide à relever les défis de la réduction de la déforestation et de la promotion de pratiques de gestion des terres encourageant le stockage de carbone, renforçant la biodiversité et appuyant les moyens de subsistance en milieu rural".



Dennis Garrity
Directeur général, Centre
mondial d'agroforesterie

Espace Collaboratif de Travail

En 2009, le Programme ONU-REDD a mis en ligne un forum de travail collaboratif (www.unredd.net), une plateforme complètement intégrée et adaptable facilitant la communication, le partage des documents, l'organisation du travail, la publication et la programmation collaborative en ligne. Le forum héberge aussi une mine de contacts sous forme de base de données. Il conserve toutes les informations liées aux activités du Programme ONU-REDD aux échelons national et mondial et permet d'extraire ces renseignements vers des plateformes extérieures, comme le site du Programme ONU-REDD.

Ce forum accueille aujourd'hui plus de 350 utilisateurs issus des sièges des agences des Nations Unies, des équipes de l'ONU dans les pays, des bailleurs de fonds, des partenaires et homologues nationaux dans les pays membres du Programme ONU-REDD.

5.5. Événements

Le Programme ONU-REDD s'est employé durant toute l'année 2009 à rassembler le consensus international nécessaire pour faire progresser le programme REDD+.

■ Événements marquants

Présentation conjointe devant les Parlementaires norvégiens, à Oslo :

janvier 2009

Au cours d'une présentation conjointe devant le Parlement de Norvège, le Programme ONU-REDD et le Fonds de Partenariat pour le carbone forestier et le Programme d'investissement pour la forêt de la Banque mondiale ont exposé leurs initiatives et leur collaboration pour la fourniture de services d'assistance REDD+ aux pays en développement.

Comité des forêts, 19^e session, Rome : 18 mars 2009

Le Programme ONU-REDD, le FCPF et le FIP ont conjointement planifié leurs initiatives REDD+ devant un public de 500 experts en forêts dans le cadre du Comité des forêts. Ils ont souligné les possibilités de collaboration et évoqué les rôles de chaque initiative dans l'accompagnement des pays dans leur préparation à la REDD+.

Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, New York, session conjointe : mai 2009

À l'occasion de la huitième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, un groupe d'experts présidé par l'Université des Nations Unies et composé de membres du Programme ONU-REDD, de la présidente de l'Instance permanente et d'un représentant de l'Alliance des peuples autochtones de l'archipel (AMAN) a débattu des perspectives et des risques de la REDD devant un public attentif de 200 personnes. Le Programme a présenté ses activités en faveur de l'engagement des peuples autochtones et des autres communautés dépendant de la forêt, et s'est attardé sur son orientation opérationnelle.

Réunion SBSTA, Bonn, rencontre parallèle : 9 juin 2009

Le Programme ONU-REDD, en partenariat avec Global Witness, a organisé avec succès une rencontre en marge des discussions climatiques au Ministère de l'environnement, à Bonn. L'atelier a examiné la MRV, les avantages multiples pour les écosystèmes et les moyens de subsistance, et la gouvernance, autant de questions fondamentales pour le déploiement de la REDD+. Il a également évoqué les enjeux de la mise en œuvre, notamment les capacités institutionnelles et le rôle pour la REDD+ de certains aspects de la surveillance indépendante de la MRV.

Réunion de haut niveau sur la REDD du Secrétaire général des Nations Unies à New York : 23 septembre 2009

Exemple historique de coopération entre pays développés et en développement autour du changement climatique, 18 chefs d'État et plus de 100 dignitaires se sont réunis au siège des Nations Unies, à New York, pour exprimer publiquement leur engagement et leur soutien en faveur



Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a évoqué la REDD lors d'une réunion de haut niveau en septembre 2009. Le Secrétaire général a rappelé que les forêts du monde jouaient un rôle primordial dans la prévention des catastrophes écologiques.

de la REDD+. Le Programme ONU-REDD a aidé à coordonner la participation de plus de 100 gouvernements, fourni des vidéos pour l'inauguration de la réunion et grandement contribué à mobiliser les personnalités clés de la société civile, notamment des ONG locales et internationales, des médias et du secteur privé.

XIII^e Congrès forestier mondial à Buenos Aires, rencontre parallèle du Programme ONU-REDD :

23 octobre 2009

Plus de 200 personnes ont participé à cette rencontre parallèle, pendant laquelle le Programme ONU-REDD a exposé le soutien qu'il apporte aux efforts de préparation à la REDD+ déployés par les pays. Ces débats ont fait progresser l'idée que la REDD+ était un objectif réaliste et qu'elle offrait au secteur forestier une chance de contribuer pleinement au développement d'approches durables de gestion des forêts, sur les plans environnemental, social et économique.



Plus de 200 personnes ont participé à la rencontre organisée par le Programme ONU-REDD en marge du XIII^e Congrès forestier mondial à Buenos Aires, en Argentine, le 23 octobre 2009.

Négociations de Barcelone sur le changement climatique de la CCNUCC – rencontre parallèle du Programme ONU-REDD :

4 novembre 2009

Devant un public international de plus de 100 personnes, les agences des Nations Unies et d'autres partenaires travaillant sur la REDD+ ont mis en avant les enseignements tirés des activités initiales de préparation à la REDD+. Ils ont évoqué les défis liés au suivi de la REDD+ et les moyens à mettre en œuvre pour qu'elle concoure au développement équitable des peuples dépendant de la forêt. Les présentations ont porté sur : REDD et biodiversité; concrétisation des avantages multiples ; dispositions nationales de gestion de la préparation ; et préparation à la REDD : les progrès du MRV.

Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud à Nairobi – rencontre parallèle du Programme ONU-REDD :

2

décembre 2009
En marge de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, le Programme ONU-REDD a organisé une rencontre sur la REDD+ à laquelle ont participé de nombreux représentants des pays et des parties prenantes. La présentation audio-visuelle du Programme ONU-REDD a été suivie d'une discussion animée sur la collaboration Sud-Sud, et de questions spécifiques concernant la REDD+. Le souhait exprimé par plusieurs pays d'adhérer au Programme et l'appui que ce dernier a reçu de divers participants ont renforcé la motivation de l'équipe du Programme.

COP-15 à Copenhague : 5-17 décembre 2009

Plusieurs événements sous l'égide ou en présence du Programme ONU-REDD ont jalonné la conférence. Pour donner le coup d'envoi, le Programme ONU-REDD a fait l'objet d'une présentation à bord du train "Climate Express" reliant Bruxelles et Copenhague le 5 décembre. Le jour de Forest Day 3, le Programme ONU-REDD a accueilli plusieurs séances de formation ; durant l'une d'elles, en partenariat avec le Fonds de Partenariat pour le carbone forestier (FCPF), le Programme a mis en avant les

résultats obtenus dans ses neuf pays pilotes. Le Programme a également contribué à la rencontre “Moyens de subsistance en milieu rural” préparée par le PNUD, et co-animé des rencontres consacrées au MRV et à la biodiversité. Le 16 décembre, le Programme a prêté son aide et participé à la manifestation organisée par Avoided Deforestation Partners.

“Nous saluons le Programme ONU-REDD pour avoir sensibilisé le monde à l’importance que revêtira la réduction de la déforestation dans la sauvegarde de notre climat. En outre, le Programme ONU-REDD, en tirant parti des atouts de la FAO, du PNUD et du PNUE, est dans une position idéale pour jouer un rôle clef dans l’atténuation du changement climatique – ses activités ambitieuses reçoivent en effet un accueil favorable dans le monde entier. Le succès de la REDD+ exigera des plans de préparation adaptés à une grande diversité de pays en développement. L’équipe d’ONU-REDD possède les qualités requises pour soutenir cet effort : leur qualité de négociation et d’honnêteté, qui ne sont plus à démontrer, les rendent à même d’instaurer le dialogue entre les gouvernements, les organisations de la société civile et les experts techniques”.



Jeffrey Horowitz
Associé fondateur, Avoided
Deforestation Partners

■ Réunions du Conseil d’orientation du Programme ONU-REDD

Le Conseil d’orientation du Programme ONU-REDD s’est réuni à trois reprises en 2009 pour convenir d’une direction d’ensemble et d’une orientation stratégique, et d’approuver les crédits budgétaires afin d’assurer le succès du Programme. Le Conseil d’orientation se compose de représentants des pays partenaires, des bailleurs de fonds du Fonds d’Affectation Spéciale Multidonateurs, de la société civile, des peuples autochtones et des trois agences des Nations Unies.



La 2^e réunion du Conseil d’orientation du Programme ONU-REDD, en présence des représentants des organisations des peuples autochtones et de la société civile, de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de la Banque mondiale et du Fonds pour l’environnement mondial, a rassemblé pour la première fois l’ensemble des membres du Conseil.

1^{er} Conseil d’orientation 9-10 mars 2009 Gamboa, Panama

Au cours de sa première réunion, le Conseil d’orientation du Programme ONU-REDD a pris d’importantes mesures pour doter le Programme de solides bases de direction, notamment en approuvant le mandat du Conseil d’orientation, ainsi que le règlement intérieur et les directives opérationnelles du Programme. Le Conseil a approuvé les crédits budgétaires des programmes nationaux de Tanzanie, Vietnam, Indonésie, République Démocratique du Congo et Papouasie-Nouvelle Guinée, ainsi que du Programme mondial. Il a également adopté le mandat du Groupe indépendant consultatif de la société civile et rappelé l’importance du travail de mesure, rapportage et vérification (MRV). Le Conseil d’orientation a aussi souligné l’importance de la collaboration entre le Programme ONU-REDD et le FCPF.

2^e Conseil d'orientation**14-15 juin 2009****Montreux, Suisse**

Lors de sa deuxième réunion, le Conseil d'orientation s'est félicité de l'établissement du Secrétariat du Programme ONU-REDD. Il a également accueilli avec satisfaction l'annonce d'un possible financement par le gouvernement du Danemark. Il a reconnu les progrès accomplis par le Vietnam, le Paraguay, la Bolivie et la Zambie, réservé des crédits pour le Panama, et insisté sur la nécessité d'une implication active des organisations des peuples autochtones et de la société civile, en particulier au niveau national. Le Conseil a également accordé à l'Australie, à l'Équateur, au Honduras, à l'Ouganda et aux États-Unis d'Amérique le statut d'observateur pour cette réunion.

3^e Conseil d'orientation**29-30 octobre 2009****Washington D.C., États-Unis**

Pendant la troisième réunion du Conseil d'orientation, l'Argentine, le Cambodge, l'Équateur, le Sri Lanka et le Népal ont bénéficié du statut d'observateurs au Programme. Le Conseil s'est déclaré satisfait de la coopération croissante entre le Programme ONU-REDD et le FCPF et a souligné leur complémentarité. Des crédits de 3,8 millions de dollars américains ont été affectés au programme national de la Papouasie-Nouvelle Guinée, et le Conseil a approuvé la demande faite par le Panama d'un financement de 5,3 millions pour le sien. En s'engageant sur une participation de 2 millions de dollars, le Danemark est devenu le deuxième donateur du Programme ONU-REDD.



Mr. Epiménides Díaz, Sous-administrateur général de l'Autorité nationale pour l'environnement du Panama (ANAM), et Mr. Olav Kjørven, Sous-Secrétaire général des Nations Unies et Directeur du Bureau de l'élaboration des politiques du PNUD, ont co-présidé la 3^e réunion du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD en octobre 2009.



6. Partenariats

La démarche collaborative est au cœur du Programme ONU-REDD ; certains des acquis les plus remarquables de 2009 auraient été impossibles sans la contribution de précieux partenariats.

Le Programme ONU-REDD a travaillé en étroite collaboration avec le **Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FPCF)** tout au long de l'année pour harmoniser les processus de préparation nationale à la REDD+ et conduire des missions conjointes dans les pays membres afin d'éviter les redondances, accroître l'efficacité et réduire les coûts de transactions pour les pays. Pendant toute l'année 2009, le Programme a également fait coïncider les réunions du Conseil d'orientation avec celles des Participants au FCPF, afin de tirer le meilleur parti des ressources et de minimiser les coûts de déplacement des diverses parties prenantes.

Le Programme ONU-REDD a continué de travailler étroitement avec le **Secrétariat de la CCNUCC** pour épauler la mise en œuvre des décisions de la CCUNCC, fournir des informations, partager les enseignements dégagés auprès des pays pilotes, préparer les documents techniques et travailler conjointement sur le groupe de travail REDD+ du Conseil des chefs de Secrétariat (CEB).

Le **Fonds pour l'environnement mondial (FEM)** a été un observateur important et actif lors des réunions du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD en 2009, de même que l'**Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)** et le **Programme d'investissement pour la forêt (FIP)**. En retour, le Programme ONU-REDD a pris part au Comité directeur du FIP et contribué à la conception de son programme en 2009.

En septembre, le Programme a collaboré avec la **Convention sur la diversité biologique (CBD)** et le **Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF)** au cours



de leur atelier conjoint sur la biodiversité forestière et le changement climatique à Singapour. Le Programme s'est de nouveau associé à la CDB à Barcelone, en novembre, pour rappeler le soutien apporté par l'agence à la préparation à la REDD+ au niveau national au cours des négociations sur le changement climatique de la CCUNCC.

Le Programme ONU-REDD a collaboré avec le **Centre International de Recherche sur les Forêts** (CIFOR) et Partenariat collaboratif sur les forêts (PCF) pendant la journée de Forest Day 3 à Copenhague, qui a attiré près de 1 500 experts forestiers, décideurs politiques et militants écologistes.

Le Programme ONU-REDD est également attaché à sa collaboration, en 2009, avec l'**Organisation internationale des bois tropicaux** (OIBT). Les deux organisations ont travaillé parallèlement pour soutenir la mise en œuvre d'un inventaire forestier national, en mettant l'accent sur l'évaluation du carbone forestier en République Démocratique du Congo (RDC). Le Programme ONU-REDD a également pris part au Comité consultatif REDDES de l'OIBT, et évalué les possibilités de partenariat avec l'OIBT sur des missions préparatoires dans divers pays membres, notamment l'Indonésie, la Papouasie-Nouvelle Guinée, la Bolivie et le Panama.

Le Programme ONU-REDD est attaché aux orientations et à l'apport de ses partenaires issus de la société civile et des peuples autochtones. Citons ainsi les représentants sélectionnés par le Conseil d'orientation pour y siéger (en tant que membres ou observateurs), qui contribuent à la gouvernance d'ensemble du Programme, les membres du **Groupe Consultatif sur les Forêts, Droits et Changement Climatique**, qui émettent en toute indépendance des recommandations et des indications sur des questions concernant la société civile, et les parties prenantes nationales, qui se sont activement mobilisées pour concevoir les activités nationales de préparation appuyées par le Programme ONU-REDD.

Tous ces partenariats, et bien d'autres, ont permis au Programme ONU-REDD d'affiner ses opérations et de renforcer son soutien aux efforts nationaux et mondiaux en faveur de la REDD+ en 2009.



© Biosphoto - Montford Thierry



© Biosphoto

7. Financements

La **Norvège** demeure le premier et plus important bailleur du Programme ONU-REDD. Depuis le lancement du Programme en septembre 2008, la Norvège a engagé 52 millions de dollars américains pour 2009, et consenti un engagement de 30 millions pour 2010. Le **Danemark** est le deuxième pays bailleur de fonds à avoir rejoint le Programme ONU-REDD, s'engageant à participer à hauteur de 2 millions de dollars en juin 2009 ; à la fin de l'année, l'**Espagne** a annoncé un engagement de 20,2 millions de dollars sur une période de trois ans. Ces trois bailleurs du Fonds d'Affectation Spéciale Multidonateurs ONU-REDD sont indispensables pour permettre au Programme de soutenir les initiatives REDD+ nationales.



EN BREF

Fonds du Programme ONU-REDD en dollars américains

Bailleur de fonds	Contributions annoncées	Contributions engagées
Norvège	52 000 000	30 000 000
Danemark	2 000 000	
Espagne		20 200 000
TOTAUX :	54 000 000	50 200 000

Contributions annoncées s'entendent des manifestations d'intention de contribuer au Fonds

Contributions engagées s'entendent des fonds pour lesquels des arrangements administratifs standards ont été conclus avec le bailleur de fonds

Fonds programmés ONU-REDD en dollars américains

République Démocratique du Congo	1 883 200
Indonésie	5 644 250
Panama	5 300 000
Papouasie-Nouvelle Guinée	6 388 884
Tanzanie	4 280 000
Vietnam	4 384 756
Programme ONU-REDD - Fonctions d'appui international	9 562 005
TOTAL:	37 443 095

Fonds programmés se réfère aux fonds des projets/programmes approuvés par le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD

Crédits photos

Couverture

- © iStock
- © Biosphoto
- © Eko Bambang Subiyantoro
- © Luiz C. Marigo

4^{ème} de couverture

- © S. Rocker
- © I.Uwanaka
- ©Christel Palmberg Lerche



100%



P R O G R A M M E
ONU-REDD

Secrétariat du Programme ONU-REDD

Maison internationale de l'environnement
11-13 Chemin des Anémones
CH-1219 Châtelaine, Genève, Suisse

www.un-redd.org
un-redd@un-redd.org

www.un-redd.org

